

Rapport d'Orientations Budgétaires

Conseil Municipal du 20 Mars 2019



1) Contexte International

Depuis la crise financière de 2008, l'économie mondiale reste extrêmement fragile à de nombreux égards.

La situation internationale est secouée par de multiples facteurs d'instabilité (guerres, crises idéologiques, démocratiques et identitaires, événements météorologiques extrêmes, crises démographiques et migratoires) qui renforcent les incertitudes et la peur du lendemain.

Ces trente dernières années, les grands équilibres d'après-guerre ont laissé place à l'affrontement entre les forces de l'ancien monde et les puissances économiques nouvelles. Alors, qu'en 2018, la croissance internationale a souffert de la guerre commerciale qui a opposé la Chine et les États-Unis, la multipolarité est désormais de mise et des pays émergent progressivement dans le paysage macro-économique mondial.

Les économies des anciens pays industrialisés font toutes face aux mêmes problématiques :

- la lenteur de la croissance des revenus des travailleurs,
- une mobilité sociale réduite voire à l'arrêt,
- le creusement des écarts entre les plus pauvres et les plus riches,
- une réaction souvent inadaptée des pouvoirs publics aux changements économiques, écologiques, idéologiques et sociétaux qui engendre une défiance à l'égard du politique (tous bords confondus) et, par conséquent, un scepticisme quant à la capacité des gouvernants à protéger les populations. En réaction et en perte de repères, les peuples ont parfois tendance à sombrer dans la facilité en se lovant dans les bras des démagogues, des communautaires, des identitaires, des idéologues, des « faiseurs de peurs » et des chantres du repli sur soi.

Aussi, malgré quelques rebonds et la croissance aberrante de certains pays, les incertitudes qui pèsent sur l'économie et les conséquences sociales d'un ultra-libéralisme de plus en plus hégémonique éloignent chaque jour un peu plus la perspective d'un système économique au service des populations.

2) Contexte National

- Evolution de la croissance

En France, selon les dernières études, malgré une légère inflexion, la reprise économique à l'œuvre depuis 2017 se confirmerait donc en 2018. La poursuite de la reprise en zone euro et la croissance de la demande mondiale continueraient de soutenir l'activité française mais à un rythme un moindre que celui de l'an dernier. Le commerce extérieur du pays contribuerait de nouveau à la croissance en 2018 et 2019 comme en 2017, après cinq ans où il l'avait pénalisée. Le pouvoir d'achat des ménages serait bien orienté, soutenu par l'évolution favorable du marché du travail et par les mesures prises par le Gouvernement, mais modéré par une inflation en hausse. En effet, après s'être redressée à 1 % en 2017, l'inflation (y compris tabacs) atteindrait 1,8 % en 2018 sous l'effet notamment de la hausse des cours du pétrole puis baisserait à 1,4 % en 2019, les prix du pétrole alimentant moins l'inflation. L'investissement des entreprises demeurerait dynamique avec des perspectives d'activité nationales et internationales bien orientées et dans un contexte financier toujours favorable.

- Perspectives macro-économiques de 2018 à 2019 :

Après une année 2017 exceptionnelle en termes de demande mondiale adressée à la France, la contribution du commerce extérieur à la croissance resterait nettement positive en 2018 puis serait neutre ensuite.

Fin 2020, le taux de chômage est estimé à 8,3% au plus bas depuis fin 2008.

Après son pic récent, l'inflation se replierait jusqu'à mi-2019, avant de se stabiliser autour de 1,8% en 2020.

Ces projections macro-économiques s'inscrivent dans un contexte international marqué par une forte incertitude. La croissance française pourrait aussi dépendre des négociations sur le Brexit, des décisions politiques économiques en Italie, de l'évolution des déséquilibres budgétaires et financiers en Chine ou des vulnérabilités de certaines économies émergentes face à la remontée des taux de la FED.

D'un point de vue sociologique et politique, la crise dite « des gilets jaunes » démontre le sentiment de malaise qui traverse la société française et la défiance à l'égard des gouvernants. Baisse de la fiscalité et justice fiscale, hausse des salaires, maintien des services publics, demande de plus de démocratie directe, diminution du nombre de parlementaires... Les revendications sont nombreuses et parfois contradictoires. Néanmoins, la Commune reste l'échelon en lequel les français ont le plus confiance. Les Maires, les élus locaux et les fonctionnaires territoriaux sont au cœur de la vie de nos concitoyens, souvent confrontés aux réalités et aux préoccupations du quotidien.

3) La Loi de Finance 2019

La seule disposition notable de la Loi de finance 2019 réside dans la réforme de la dotation d'intercommunalité.

Pour l'essentiel, le texte confirme les mesures actées en 2018 :

- Poursuite du dégrèvement de taxe d'habitation pour 80 % des occupants de résidences principales.
- Maintien des concours financiers de l'Etat, au premier rang desquels la DGF,
- Consécration du statut de variable d'ajustement de l'ensemble de la DCRTP, interrogeant les conséquences de la probable disparition de la Taxe d'Habitation

Une loi d'envergure sur la réforme de la fiscalité locale est annoncée pour le deuxième trimestre 2019 mais, à l'heure actuelle, le Gouvernement ne semble pas avoir tranché sur son contenu hormis qu'elle devrait concerner aussi les taxes sur les carburants

Le déficit public prévisionnel pour 2019 en a été affecté.

Il s'établit à 3,2 % du PIB, au lieu des 2,8 % du projet de loi, au-delà donc de la limite maastrichtienne des 3 %.

4) Contexte local

Fin 2017, l'actualité de la Ville de DOUCHY LES MINES a été marquée par la démission de son Maire, Michel LEFEBVRE et l'élection de Michel VENIAT comme 1^{er} Magistrat.

L'année 2018 a donc été une année de transition, qui fut l'occasion de poser les bases d'un nouveau projet de mandat articulé autour de la double volonté d'assurer la continuité des politiques menées depuis des années mais aussi d'impulser une dynamique innovante autour du Développement Durable, plus précisément au travers de son volet alimentaire.

Le Budget 2019 sera donc fortement influencé par le contexte particulier dans lequel il s'inscrit ; à l'articulation entre le passé, le présent et l'avenir de DOUCHY LES MINES.

5) Analyse rétrospective et prospective

- Vision générale du Budget

Le Budget Primitif de l'exercice 2018 faisait apparaître une augmentation totale des dépenses de 2,57 % soit 429.270 € ventilée comme suit :

- Dépenses d'investissement : + 446.900 € (soit + 11,39 %)
- Dépenses de fonctionnement : - 17.630 € (soit - 0,14 %)

Pour mémoire, les résultats enregistrés aux comptes administratifs des dix derniers exercices se sont établis comme suit :

CA 2008	668 712,04 €
CA 2009	571 391,67 €
CA 2010	512 582,56 €
CA 2011	874 334,08 €
CA 2012	808 919,72 €
CA 2013	717 635,80 €
CA 2014	604 581,39 €
CA 2015	705 709,36 €
CA 2016	515 580,12 €
CA 2017	503 500,39 €

Le résultat de l'exercice 2018 s'élève à **725.014,72 €**.

- L'auto-financement

Pour mémoire, la capacité d'autofinancement brute (CAF brute) se calcule en soustrayant les recettes réelles des dépenses réelles de fonctionnement.

Quant à elle, la capacité d'autofinancement nette (CAF nette) est obtenue en déduisant de la CAF brute le montant du capital des emprunts.

Progressivement, ces dernières années, elles se sont effritées puisqu'elles ont évolué comme suit :

	CAF Brute	CAF Nette
2009	1 756 583,84 €	627 154,93 €
2012	1 771 770,72 €	762 254,37 €
2014	1 595 458,00 €	-468 305,51 €
2015	1 418 787,11 €	-411 871,07 €
2016	1 492 395,73 €	396 117,18 €
2017	1 420 919,55 €	287 654,46 €
2018	1 774 759,56 €	697 092,89 €

Néanmoins, le résultat de l'année 2018 montre qu'il est possible d'inverser la tendance et d'améliorer les marges de manœuvre de la Collectivité en :

- agissant de manière exemplaire en matière de maîtrise des dépenses de fonctionnement tout en maintenant un égal niveau de service aux habitants
 - veillant à ce que les investissements nouveaux ne soient pas générateurs de dépenses de fonctionnement excessives
 - recherchant des modes de financement actuellement inexploités
 - améliorant tant que possible l'équilibre entre redevances, dotations et fiscalité locale
 - allégeant le poids de la dette
- Les recettes de fonctionnement

Alors qu'on pouvait constater une évolution régulière des recettes réelles de fonctionnement jusqu'en 2014, celles-ci accusent depuis une tendance à la stagnation, voire même une diminution si l'on considère l'inflation.

2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
10 640 256,19 €	11 016 982,97 €	11 973 980,36 €	11 237 207,38 €	11 462 268,84 €	11 913 195,07 €	12 402 044,27 €	12 175 443,69 €	12 138 014,88 €	12 366 706,31 €

C'est le Chapitre 73 (Impôts et taxes) qui est le plus impacté par ce manque de dynamisme (34,49 % des RFF en 2018).

Néanmoins, le Chapitre 74 (dotations subventions participations), qui représente en 2018 des RFF 57,86 % de la Collectivité, continue à évoluer positivement.

- Les dotations d'Etat

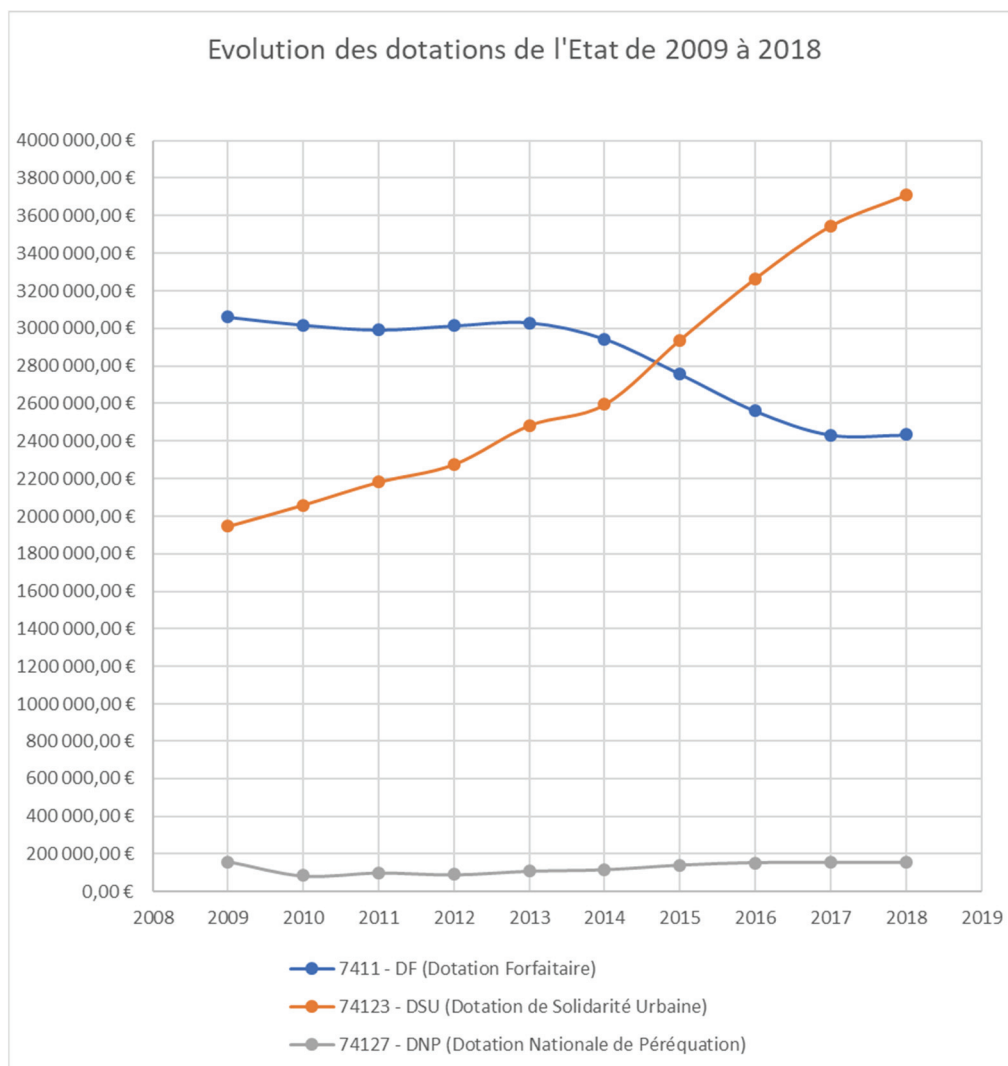
La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) des communes comprend :

- La dotation forfaitaire des communes (DF)
- La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)
- La dotation de solidarité rurale (DSR)
- La dotation nationale de péréquation (DNP)

Globalement, pour la Commune, on constate une évolution positive des dotations d'Etat de plus d'1,1 million € en 9 ans.

	7411 - DF	74123 - DSU	74127 - DNP	
2009	3 059 448,00 €	1 945 320,00 €	157 507,00 €	5 162 275,00 €
2010	3 017 125,00 €	2 059 327,00 €	85 694,00 €	5 162 146,00 €
2011	2 991 358,00 €	2 180 974,00 €	100 675,00 €	5 273 007,00 €
2012	3 013 426,00 €	2 275 158,00 €	91 234,00 €	5 379 818,00 €
2013	3 030 012,00 €	2 482 661,00 €	109 481,00 €	5 622 154,00 €
2014	2 943 354,00 €	2 594 168,00 €	117 008,00 €	5 654 530,00 €
2015	2 757 313,00 €	2 937 954,00 €	140 410,00 €	5 835 677,00 €
2016	2 560 441,00 €	3 264 948,00 €	153 253,00 €	5 978 642,00 €
2017	2 433 187,00 €	3 544 616,00 €	153 816,00 €	6 131 619,00 €
2018	2 433 480,00 €	3 709 339,00 €	154 522,00 €	6 297 341,00 €

Toutefois, l'inversion des courbes de la Dotation Forfaitaire des Communes (DFC) et de la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSU) en 2014-15 pose question tant la seconde repose sur le principe la péréquation en direction des communes en difficulté. Si elle bénéficie aux villes dont les ressources ne permettent pas de couvrir l'ampleur des charges auxquelles elles sont confrontées, l'évolution de la DSU dépend fortement des choix gouvernementaux en matière de solidarité nationale ; ce qui démontre la fragilité de cette ressource en cas de bouleversement politique.



- La fiscalité

Malgré l'évolution des bases, la fiscalité locale évolue peu.

Les taux votés par le Conseil Municipal sont restés inchangés depuis 2001.

	Taux voté
Taxe d'habitation	20,05%
Taxe sur le Foncier Bâti	28,72%
Taxe sur le Foncier Non Bâti	97,66%

- Les dépenses de fonctionnement

Comparativement aux recettes réelles de fonctionnement (RFF), les dépenses réelles de fonctionnement ont évolué jusqu'en 2014 pour stagner jusqu'en 2017. En 2018, on peut constater une légère baisse à hauteur de 1,14 % (tous chapitres confondus).

2009	2012	2014	2015	2016	2017	2018
8 875 003,68 €	9 463 544,66 €	10 315 187,07 €	10 546 028,80 €	10 673 907,00 €	10 702 903,08 €	10 581 001,24 €

- La masse salariale

Au regard du chapitre 012, la masse salariale a sensiblement évolué jusqu'en 2015 pour se tasser ces 3 dernières années.

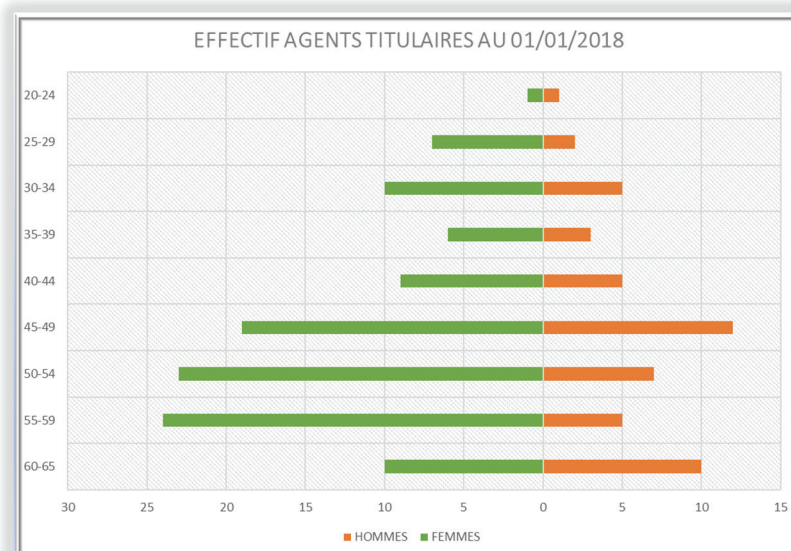
2009	2012	2014	2015	2016	2017	2018
4 710 448,70 €	4 995 564,13 €	5 497 895,69 €	5 827 229,15 €	5 943 924,65 €	6 045 925,15 €	6 034 229,91 €

- Les effectifs

La pyramide des âges des effectifs titulaires montre :

- concernant la population féminine, une prédominance des agents de 45 à 59 ans
- concernant la population masculine, une prédominance des agents de 45 à 49 ans et de 60 à 65 ans.

Cette réalité démographique doit inciter la Collectivité à mettre en œuvre une démarche de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) mais aussi d'amélioration des conditions de travail ; ce afin d'anticiper le vieillissement des effectifs et les départs en retraite.



- La dette

L'état de la dette décroît au 31 Décembre 2018 et la Commune voit sa capacité de désendettement passer de 7,45 années en 2015 à 5,09 années en 2018.

En effet, On constate que l'évolution du remboursement du capital de la dette s'établit comme suit

	Remboursement capital
2009	1 129 428,91 €
2012	1 009 516,35 €
2016	1 096 278,55 €
2017	1 133 265,09 €
2018	1 077 666,67 €

L'absence de recours à l'emprunt dans les 2 prochaines années, permettrait de réduire le remboursement du capital de la dette de 95.728,15 € en 2019 et de 106.611,53 € en 2020. Sans empêcher les investissements, ceci est réalisable dans la mesure où la Collectivité se dote d'un programme pluriannuel de gros travaux.

Tant que faire se peut, le recours à l'emprunt devra donc être réservé aux investissements structurants nécessitant un important financement.

- Les dépenses d'investissement en 2018

Les principales dépenses ont été :

- Les travaux de réfection et d'accessibilité à l'Ecole Jules Mousseron pour 581.130,64 €
- Les divers travaux de voirie - principalement ceux de la rue Salvador Allende pour 181.096,55 €
- Les travaux de raccordement du boulo-drome au chauffage urbain pour 90.659,07 €
- Les travaux de réfection de l'éclairage public pour 60.803,41 €
- Des acquisitions de matériels roulants pour 51.828 €
- L'acquisition d'un lave-vaisselle pour le restaurant scolaire pour 49.626,10 €
- Des travaux de mise en accessibilité de la voirie pour 48.195,75 €
- L'installation d'un local pour le Club jeunesse de l'AMI pour 43.289,75 € (hors travaux en régie)
- Le solde des travaux de réfection de la piste d'athlétisme au complexe sportif pour 45.788,28 €
- L'acquisition de matériels et logiciels pour le CRP pour 36.335,70 €
- L'acquisition d'un véhicule réfrigérant pour la restauration pour 30.407,16 €
- L'acquisition de tablettes et la mise en conformité numérique de certaines écoles pour 22.151,52 €
- La mise en conformité d'alarmes intrusion et incendie dans les ERP pour 21.547,83 €
- L'acquisition d'équipements culturels pour le Centre des Arts et de la Culture pour 20.969,28 €

	CA 2017	CA 2018	
DI hors RAR			
20	22 893,00 €	28 818,00 €	5 925,00 €
21	902 022,78 €	620 112,27 €	-281 910,51 €
23	1 104 751,25 €	868 818,88 €	-235 932,37 €
16	1 133 265,09 €	1 077 666,67 €	-55 598,42 €
10	0,00 €	24 816,00 €	24 816,00 €
	3 162 932,12 €	2 620 231,82 €	-542 700,30 €

- Les recettes d'investissement en 2018

	CA 2017	CA 2018	
RI hors RAR			
1068	1 355 034,37 €	1 112 442,14 €	-242 592,23 €
13	616 134,25 €	511 543,53 €	-104 590,72 €
16	0,00 €	468 000,00 €	468 000,00 €
10	233 416,34 €	288 797,65 €	55 381,31 €
21	0,00 €	19,90 €	19,90 €
	2 204 584,96 €	2 380 803,22 €	176 218,26 €

6) Orientations budgétaires

- Vision générale du Budget 2019

L'objectif recherché au Budget de l'exercice 2019 sera de préserver la section d'investissement afin d'achever les travaux de bâtiment, de voirie et d'équipements engagés en 2018 mais aussi de ménager les marges budgétaires nécessaires à la réalisation des projets nouveaux tant en investissement qu'en fonctionnement.

En outre, pour les raisons évoquées plus haut, on cherchera à atteindre l'équilibre budgétaire en évitant le recours à l'emprunt.

L'objectif prioritaire de la Ville de DOUCHY LES MINES doit être d'améliorer les marges de manœuvre budgétaires de la Commune afin de faciliter l'autofinancement de la section d'investissement par transfert des excédents de fonctionnement.

Néanmoins, en 2018, la Commune a amélioré sa capacité d'autofinancement. Cette embellie restera à confirmer en 2019 pour pouvoir considérer que la Commune reconstitue progressivement sa capacité d'investissement sur fonds propres.

- Recettes de fonctionnement

- Les dotations d'Etat

En 2019, même si leur progression va avoir tendance à diminuer, les recettes de fonctionnement devraient continuer à évoluer comme en 2018.

- La baisse de la Dotation Forfaitaire devrait se poursuivre.
A ce jour, on estime que son montant 2019 pourrait se situer autour des 2.410.000 € (soit - 23.480 € ou - 0,96 %)
- Même si sa croissance a tendance à se tasser, la hausse de la Dotation de Solidarité Urbaine devrait se poursuivre pour atteindre les 3.840.000 € (soit + 130.660 € ou + 3,52 %)
- La DRCTP pourrait accuser une baisse de 3.525 €

- Les dotations communautaires attendues

- Montant de l'attribution de compensation : 69.200 €
(Décision du Conseil communautaire du 10/12/2018)
- Dotation de Solidarité Communautaire :
+ Dotation-Contrat de Ville : 700.000 €
(Estimation sur la base du CA 2018)

Concernant la fiscalité locale, sans hausse des taux communaux les TH, TFB et TFNB devraient rapporter 2.950.000 € (Estimation sur la base du CA 2018) ; l'Etat s'étant engagé à compenser en intégralité les dégrèvements de la Taxe d'Habitation, ce qui correspondrait en théorie à 65 % de baisse de la TH pour 80 % des foyers.

Le produit fiscal assuré s'élevait en 2018 à 2.900.334 € soit seulement 23,45 % des recettes réelles de fonctionnement. Pour information, localement, le revenu moyen par habitant s'élevait en 2017 à 8.674 € soit 57,90 % du revenu moyen par habitant des villes de la même strate soit 14.979 €. Ces données témoignent des difficultés financières auxquelles sont exposés nos concitoyens et, par conséquent, la faible dynamique de la ressource.

- FCTVA pour un montant estimé à 10.700 €

- Dépenses de fonctionnement

- Remboursement des intérêts des emprunts

Le montant du remboursement des intérêts des emprunts devrait se monter cette année à 218.459,93 €.

- Dépenses nouvelles et récurrentes

- Adhésion à iNord, Agence d'Ingénierie Départementale

- Les politiques municipales

- Notre projet en faveur du développement durable et de l'agriculture urbaine

La Ville a décidé de s'engager dans une politique volontariste en faveur du climat. Une démarche développement durable sera initiée et le développement de projets liés à l'agriculture urbaine et aux productions issues de l'agriculture biologique sera favorisé.

- Notre engagement pour l'environnement et le cadre de vie

Dans le prolongement de l'objectif ci-dessus, la Commune va accentuer sa position en faveur de la préservation de l'environnement et de l'amélioration du cadre de vie afin que l'ensemble des habitants de la Commune puisse accéder à un égal niveau de service en la matière.

- Notre engagement pour la Culture

De longue date, la Culture fait partie intégrante de la politique municipale. A ce titre, des équipements et des événements structurants au rayonnement extra-communal ont été réalisés ou accompagnés (Médiathèque, Centre des Arts et de la Culture - Cinéma et salle de spectacle, Ecole de musique, Centre Régional de la Photographie, Printemps Culturel du

Valenciennois, Salon du livre, douchynoiseries...). Cette volonté de faire de l'éducation populaire un extraordinaire moyen d'émancipation est au cœur du projet douchynois.

➤ Notre engagement pour l'éducation

« Avec la solde de vos quatre-vingts bourreaux, vous payerez six cents maîtres d'école. »

Victor Hugo (« *Claude Gueux* » - 1834)

L'éducation est au cœur des préoccupations de la Ville de DOUCHY LES MINES. A ce titre, elle participe au fonctionnement des écoles bien plus que ce que la loi ne l'y oblige.

➤ Notre engagement pour la famille, l'enfance et la jeunesse

La politique famille de la Collectivité s'appuie sur des structures qui ont désormais fait leurs preuves (halte-garderie, RAM, LAPE, accueils de loisirs, chantiers et sorties jeunes, accueil périscolaire...).

En 2019, la Ville envisage de renouveler ses engagements au titre du Contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales et d'améliorer le service aux familles en développant des modes d'accueil extra-scolaires mieux adaptés à leurs besoins (plan mercredi...).

➤ Engagement en faveur des solidarités (précarité, insertion, personnes âgées, handicap...)

La Commune poursuivra son action en faveur des aînés mais aussi des populations les plus fragiles.

Aussi, la subvention de la Ville au CCAS tiendra compte des besoins de l'établissement public administratif tout en lui préservant un fonds de roulement confortable.

En 2018, elle s'élevait à 238.600 €.

➤ Notre soutien à la vie associative et à la démocratie participative

Les associations sont le cœur battant des villes. Elles participent au vivre ensemble, au rayonnement de la Commune et à la satisfaction des besoins des habitants. La Ville de Douchy les Mines investit énormément pour la soutenir. En 2018, le montant des subventions aux associations s'élevait au BP à 508.600 € (soit 4,80 % des Recettes Réelles de Fonctionnement). Au CA 2018, la dépense réelle constatée s'éleva à 565.261 €.

Aussi, une hausse non maîtrisée de l'article 6574 pourrait constituer un frein pour les projets de la Commune. Il faudra donc veiller à maintenir un égal accompagnement financier aux associations tout en veillant à la bonne utilisation des deniers publics. A ce titre, de nouvelles conventions d'objectifs et de partenariats seront signées en 2019.

Toutefois, il faudra envisager que le montant global des dotations puisse tout de même augmenter en contrepartie :

- d'une baisse plus importante des charges de personnel liée à la reprise de l'activité musculation par l'Office Municipal des Sports
- d'une baisse en 60612-411, le chauffage du Boulodrome étant désormais pris en charge par l'association.

La démarche démocratie participative s'appuyant sur le tissu associatif, elle permet d'accompagner des projets qui mêlent initiatives institutionnelles et engagement citoyen.

➤ Notre engagement pour le sport

Au même titre que la Culture et l'éducation, le sport est un vecteur fort d'émancipation et de réalisation de soi.

Les associations sportives représentant une part importante du tissu associatif local, c'est dans le même esprit que la Ville continuera à accompagner les acteurs de la filière.

➤ L'entretien et maintien en conformité du patrimoine communal bâti et non bâti

A des fins de bonne gestion mais aussi de garantie aux usagers des Etablissements Recevant du Public des conditions de sécurité optimales, la Commune poursuivra et accentuera le processus de maintien en conformité de son patrimoine.

➤ La démarche du Document Unique et l'amélioration des conditions de travail

Considérant l'article L. 4121-1 du Code du travail qui dispose que « l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs », la démarche du Document Unique sera initiée en 2019 ainsi que la mise en œuvre d'actions de prévention et d'amélioration des conditions de travail des agents de la Collectivité.

- La masse salariale

Au 1^{er} janvier 2019, la Collectivité compte :

➤ Agents titulaires et stagiaires :	155
➤ Agents contractuels (non saisonniers) :	42
➤ Agents en Contrat Parcours Emploi Compétences :	1
➤ Agents en activité accessoire :	5

Au regard du Budget prévisionnel 2018, la masse salariale du BP 2019 marquera un certain recul. Néanmoins, elle se rapprochera du résultat constaté au Compte Administratif 2018.

En la matière, certaines données liées, entre autres, aux avancées de carrière dues aux avancements d'échelons, à la reprise du protocole « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » et la sinistralité doivent inciter à la prudence en prévoyant une dotation de 70.000 € à l'article 6455-0202.

Le temps de travail de référence est de 35 h hebdomadaire, porté à 36 h par accord collectif tout comme le nombre de jours de RTT.

Certains personnels à statuts particuliers, tels que les assistants et professeurs d'éducation artistique, travaillent sur des cycles qui leur sont propres. Pour des raisons liées aux nécessités de services (rythmes scolaires), d'autres agents voient leur temps de travail annualisé.

Dans la plupart des cas, la rémunération des personnels comprend :

- le traitement de base,
- l'indemnité de résidence,
- éventuellement, le supplément familial de traitement
- éventuellement, le régime indemnitaire afférent au grade considéré
- éventuellement, la nouvelle bonification indiciaire (selon les fonctions)

- Recettes d'investissement

En 2019, les recettes d'investissement devraient être composées :

- du solde des dotations sollicitées en 2018 pour les travaux de rénovation de l'Ecole Mousseron
 - Fonds de concours CAPH : 58.000 €
 - Subvention DPV : 266.000 €
- du solde des dotations sollicitées en 2018 pour les travaux relatifs à la transition énergétique
 - Subvention DSIL : 49.000 €
 - Fonds de concours CAPH : 38.000 €
- du solde des dotations sollicitées en 2018 pour les travaux relatifs à la résidence Elsa Triolet
 - Subvention DPV : 34.500 €
- du solde des dotations sollicitées en 2018 pour les travaux de voirie
 - Fonds de concours CAPH : 146.000 €
- du solde des dotations sollicitées en 2018 pour les travaux de la piste d'athlétisme
 - Fonds de concours CAPH : 1.800 €

- d'une dotation de 32.000 € au titre de la TFPB pour financer les travaux envisagés dans le cadre du renouvellement urbain (projet City-stade).
- d'un Fonds de concours de la CAPH pour financer les travaux de voirie de la rue Allende à hauteur de 245.000 € maximum.
- FCTVA pour un montant estimé à 315.000 €
- Dépenses d'investissement
 - Remboursement du capital des emprunts

Le montant du remboursement du capital des emprunts devrait se monter cette année à 981.938,52 €.
 - Règlement des Restes à réaliser 2018 (dépenses engagées mais non mandatées au 31/12/2018)
 - Rénovation de l'école Jules Mousseron

Les travaux engagés en 2018 se poursuivront et s'achèveront avant la fin du second semestre.
 - Réfection des voiries communales

Dans le cadre de son marché pluri-annuel 2016-19, la Commune poursuivra les travaux de voirie pour un montant possible estimé à 458.000 € (dont RAR 2018 : 181.000 €).
 - Réfection de la rue Salvador Allende

On peut estimer le coût de réfection de cette rue à 700.000 € TTC.
 - Réfection du City-stade (57.000 €)

Un atelier urbain de rénovation du City stade situé rue Balzac face au Boulodrome Jean Luc BERA sera engagé dans le cadre d'un partenariat entre la Ville, les Conseil et Comité Citoyens et la SIGH.
 - Dotation des écoles d'outils numériques à vocation pédagogique (20.000 €)

La mise à disposition de tablettes auprès des écoles se poursuivra en 2019.
 - Mise en conformité au titre de l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public

Cette année, la Commune envisage essentiellement l'acquisition de boucles d'induction magnétiques et de visiophones afin de faciliter l'accès des personnes malentendantes. De plus, selon les opportunités, des travaux de mise en accessibilité des espaces publics seront envisagés (places de stationnement PMR, abaissés de bordures...).
 - Très Haut Débit Internet, Infrastructure réseau, équipements informatiques et logiciels métier

Après s'être doté d'une connexion Internet Très Haut Débit (FTTO), l'Hôtel de Ville va réviser son infrastructure réseau informatique et se doter de logiciels métiers plus adaptés aux besoins des services.
- La dette

Au 01/01/2019, l'encours de la dette baisse de 95.728,15 € pour s'élever à 981.938,52 €, soit 839,27 € / habitant contre 873,83 € en 2018.

Le ratio national moyen pour les villes de strate démographique correspondante s'élevait à 893 € / habitant en 2017.

L'encours correspond à 18 emprunts en cours de remboursement au 1^{er} Janvier 2019 contre 22 en 2018.

13 emprunts ont été contractés à taux fixe et 5 emprunts ont été contractés à taux variables dont 4 sont indexés sur le livret A et 1 est indexé sur le LEP.

La capacité de désendettement passe à 5,09 années contre 6,79 années en 2018. En 2017, le ratio moyen national s'élevait à 4,99 années.

Pour mémoire, la commune n'a jamais contracté d'emprunts structures dits « toxiques ».

Au 01/01/2019, l'annuité de la dette s'élève à 1.200.398,45 € contre 1.324.815,39 € au 01/01/2018.

Son poids dans le budget reste contraignant.

L'objectif à poursuivre est de faire baisser l'annuité à un niveau plus raisonnable.

- Engagements pluriannuels

Excepté sa propre dette et les emprunts contractés par la SA du Hainaut et pour lesquels elle a dû apporter sa garantie, la commune n'est pas tenue par d'autres engagements pluriannuels.

Le tableau des 25 emprunts contractés par la SA du Hainaut et garantis par la commune est annexé au budget primitif.

Le montant du capital des emprunts garantis devrait s'élever au 01/01/2019 à 13.854.400 €.

Au 01/01/2018, il se montait à 14.803.794,99 €.

En outre, en 2018, la Commune a signé des conventions d'objectifs pluri-annuels avec certaines associations qui interviennent sur le territoire communal et dont les subventions versées par la Commune sont supérieures à 23.000 € / an.

- Convention d'objectifs et de partenariat entre la Ville et l'ACSRV
- Convention d'objectifs et de partenariat entre la Ville et POINFOR
- Convention d'objectifs et de partenariat entre la Ville et l'AJAR

En 2019, la Ville poursuivra sa politique de conventionnement afin de préciser la nature des engagements réciproques avec ses partenaires.